

Paudex, le 6 avril 2011

## USPI INFO n° 08/2011

### Politique: introduction d'une épargne logement – point de situation

**Ce dossier ayant bien avancé au cours des derniers mois, le moment est venu de faire un point de situation, alors que l'affaire est désormais entre les mains du Conseil national.**

1. Initiative populaire « pour la promotion de l'épargne-logement »

Ce texte prévoit l'introduction facultative par les cantons de la possibilité de déduire du revenu imposable, pendant dix ans au maximum, l'épargne-logement constituée pour l'acquisition d'un premier logement à usage personnel en Suisse (maximum 15'000 francs par an, le double pour les couples) et pour le financement de mesures visant à économiser l'énergie et à protéger l'environnement (maximum 5000 francs par an, le double pour les couples).

2. Initiative populaire « accéder à la propriété grâce à l'épargne-logement »

Ce texte prévoit l'introduction obligatoire par les cantons et la Confédération de la possibilité de déduire du revenu imposable, pendant dix ans au maximum, l'épargne-logement constituée pour l'acquisition d'un premier logement à usage personnel en Suisse (maximum 10'000 francs par an, le double pour les couples).

3. Contre-projet indirect du Conseil des Etats

Ce texte reprend dans les grandes lignes le contenu de l'initiative populaire « accéder à la propriété grâce à l'épargne-logement ». En substance, il prévoit l'introduction obligatoire par les cantons et la Confédération de la possibilité de déduire du revenu imposable, pendant dix ans au maximum, l'épargne-logement constituée pour l'acquisition d'un premier logement à usage personnel en Suisse (maximum 10'000 francs par an, le double pour les couples).

La Commission de l'économie et des redevances du Conseil national a approuvé le projet par 15 voix contre 8, sans y apporter de modifications. Celui-ci devrait être examiné par le Conseil national à la session d'été. A noter que deux propositions d'amendements n'ont pas passé la rampe. L'une visait à étendre l'épargne-logement à l'acquisition de parts dans des sociétés coopératives de construction. L'autre souhaitait limiter l'épargne-logement aux personnes disposant d'un revenu imposable inférieur à 60'000 francs ou d'une fortune imposable inférieure à 250'000 francs.

**UNION SUISSE DES PROFESSIONNELS  
DE L'IMMOBILIER**

Le secrétaire

  
Olivier Rau